

REPUBLIQUE DU BENIN



Centre Panafricain de Prospective Sociale(CPPS)

*Initiative Africaine d'Education à la Paix et au
Développement par le Dialogue Interreligieux et Interculturel*

ATELIER DE RELANCE

(Cotonou, Palais des Congrès, 26 et 27 mai 2016)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Un an exactement, après la tenue du symposium international de lancement de l'**Initiative Africaine d'Education à la Paix et au Développement par le Dialogue Interreligieux et Interculturel**, s'est déroulé les 26 et 27 mai 2016, au Palais des Congrès de Cotonou, l'atelier technique de relance du projet.

Organisée par le Centre Panafricain de Prospective Sociale (CPPS) avec l'appui du gouvernement du Bénin et la Coopération japonaise, cette rencontre a réuni une soixantaine de participants dont une dizaine provenant majoritairement de l'Afrique de l'Ouest, de la République Centrafricaine. Il y avait également des délégués des institutions du système des Nations Unies, des Organisations de la société civile, des confessions religieuses et chefferies traditionnelles du Bénin.

Ils se proposaient de :

1. rendre compte de la mobilisation des partenaires autour du projet Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel ;
2. faire le point des démarches entreprises par le CPPS/IAT en vue du démarrage du projet ;
3. rendre compte des initiatives ou actions menées pour promouvoir l'esprit du symposium de Cotonou en France, au Burkina Faso et en République Centrafricaine ;
4. présenter les défis et perspectives du projet ;
5. faire des recommandations en vue de la mise en œuvre efficiente du projet.

Le présent rapport de synthèse restitue les temps forts de cette manifestation.

I.- OUVERTURE DES TRAVAUX

Très sobre, la cérémonie d'ouverture a été marquée, outre le mot de bienvenue du Président du Centre Panafricain de Prospective Sociale (CPPS), le Professeur Albert TEVOEDJRE, initiateur du projet, par les messages de soutien de l'Ambassadeur du Japon près le Bénin, Monsieur Daini TSUKARA, du professeur Edmond JOUVE, de Madame Reckya MADOUGOU, ancien Ministre de la Justice du Bénin. Celui de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, le Dr Ibn Chambas, . Enfin, le discours officiel d'ouverture du Ministre de l'Intérieur du Bénin représentant le gouvernement, Monsieur Sacca LAFIA, est venu mettre un terme à cette liste de soutiens. Non seulement le gouvernement du Bénin, berceau du projet, est engagé aux côtés de ce programme mais il entend prendre sa part de responsabilité dans la vulgarisation et l'opérationnalisation de l'initiative. C'est sur ces signaux encourageants pour les participants que l'atelier de relance de **l'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel** a ouvert ses travaux gérés par le présidium dont la composition suit :

Président du Présidium :	Monsieur Diango CISSOKO, Ancien Premier ministre du Mali
Vice Président :	Mgr Nicodème BARRIGAH , Evêque d'Attakpamè (Togo);
Rapporteur :	Eugène M. B. GNIMASSOU, Coordonnateur du projet au CPPS

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

S'étalant sur deux jours, cette rencontre a enregistré cinq communications suivies de débats. Le souci d'impliquer activement tous les participants dans les échanges a conduit à la constitution de deux groupes de travail pour aborder les volets organisationnel et institutionnel du projet.

2.1. Les communications

Les cinq communications présentées étaient destinées à faire le point sur toutes les tâches exécutées par le Secrétariat Permanent et à en faire une évaluation sommaire, depuis la tenue du symposium international de mai 2015.

La première communication: « *Etat des lieux des démarches entreprises* » a été présentée par le Président du CPPS, le professeur Albert TEVOEDJRE. Ces démarches initiées aussi bien au Bénin qu'auprès des Chefs d'Etats de la sous-région et des institutions sous-régionales et internationales ont

permis de mobiliser des ressources financières qui rendent possible le démarrage des activités du projet au plan national, sans compter les nombreux soutiens annoncés. Pour conclure, il a plaidé pour la mise en place d'un réseau international de soutien à cette initiative pour poursuivre cette mission de mobilisation des partenaires et des ressources.

La deuxième communication intitulée « *Initiatives ou actions de promotion de l'esprit du symposium de Cotonou, en France, au Burkina Faso, en Centrafrique et ailleurs* » a enregistré trois interventions qui ont tenté de démontrer comment l'esprit du symposium est progressivement en train de faire du chemin dans ces différents pays.

Pour Monsieur Lazare Ki Zerbo de l'Institut Afrique Monde et de la Fondation Joseph Ki Zerbo, des activités ont été menées à partir de la France, pour faire connaître le projet, à diverses manifestations auxquelles il a participé en Europe et en Afrique. Ce programme a été présenté en Indonésie au sommet des pays non alignés qui l'ont fort apprécié et adopté. Il a conclu en plaidant pour une diffusion plus accrue du projet.

Après un rappel historique, depuis l'indépendance de son pays jusqu'à l'éclatement de la crise qui a conduit à la guerre civile, Mme Antoinette MONTAIGNE, précédemment Ministre de la réconciliation en République Centrafricaine, s'est appliquée à rendre compte de toutes les initiatives prises pour réconcilier ses compatriotes entre eux. Ces actions s'apparentent aux grandes orientations tracées à Cotonou en 2015 relatives à la promotion de la paix par le dialogue interreligieux et interculturel. Elle a conclu en affirmant que le dialogue interreligieux est une réalité en RCA.

Le Secrétaire Général de la Fondation Félix Houphouët BOIGNY, le professeur LOUKOU, a apporté sa contribution, dans le cadre de ce thème, en partageant avec les participants, toutes les activités que sa Fondation a menées pour faire connaître le projet. Il s'agit notamment du projet de création d'une Ecole Panafricaine d'éducation à la paix, qui ouvrira ses portes en 2017 de la création de la Radio de la paix, et du Musée de la Paix. Il a gracieusement offert à l'initiative de mettre à sa disposition la Bibliothèque virtuelle de la Fondation.

Quant à lui, l'ambassadeur Philippe SAVADOGO a retracé le long processus qui a abouti au projet de symposium international de Ouagadougou. Il s'inscrit dans le sillage de celui de Cotonou et doit être considéré comme la charnière entre le symposium international de Cotonou 2015 et celui dont l'ancien Président du Nigeria Olushegun Obasanjo a pris l'engagement pour 2017 à Abuja au Nigeria. Il a souhaité que ce projet bénéficie de toute la couverture institutionnelle du CPPS et de tout le Comité de suivi pour son aboutissement heureux.

Enfin, la dernière communication à clôturer la liste de ces présentations est l'exposé de Monsieur Eugène M.B. GNIMASSOU, coordonnateur du projet au CPPS. Elle a pour thème « *Défis et perspectives du projet* ». En définitive, cette communication paraît moins alarmante qu'elle n'en prenait l'allure au départ. Il s'en dégage en substance que la mobilisation des ressources pose quelque problème au niveau du volet international du projet et que le mécanisme de suivi gagnerait à être allégé pour plus d'efficience.

2.2. Les échanges

Les débats qui ont suivi ces cinq présentations ont été fort enrichissants et déterminants pour la suite des travaux en ateliers. Ils ont porté sur :

- L'ouverture de l'initiative à toute l'Afrique en la faisant connaître et valider, par l'UEMOA, la CEDEAO et l'Union Africaine (UA) et le rôle que le gouvernement du Bénin est appelé à jouer dans ce processus auprès des autres pays africains;
- La nécessité de ne pas attendre forcément des moyens provenant de l'extérieur pour entreprendre des actions prenant en compte les préoccupations du projet, surtout lorsque le besoin est pressant ;
- La possibilité d'élaborer un répertoire des « success stories » du dialogue interreligieux et interculturel de l'Afrique, susceptibles de faire école et d'être disséminés en vue de la promotion de l'esprit du symposium international de Cotonou ;
- L'impérieuse nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes qui représentent dans la plupart des pays africains une majorité écrasante et surtout les organisations de la société civile.

Il est ressorti de ces échanges que le CPPS doit jouer un rôle d'orientation et de coordination par rapport à la mise en œuvre du projet et apporter sa caution institutionnelle à toutes les initiatives provenant des pays adhérant à ce projet.

Il a été exprimé également le souci d'une large diffusion et d'une opérationnalisation renforcée du **Manifeste de l'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel** notamment au sein des institutions sous régionales et du système des Nations Unies. Enfin se fondant sur les actions soutenues par le Bénin et la coopération japonaise il est apparu la nécessité de donner à ce modèle un caractère de boussole pour toutes opérations répondant aux orientations du Manifeste de Cotonou..

2.3.- Les travaux en atelier

Pour approfondir les échanges et donner à chacun l'occasion de s'exprimer plus amplement, les participants se sont éclatés en deux groupes de travail gérés chacun par un modérateur et un rapporteur. Le premier groupe était chargé du volet organisationnel tandis que le deuxième prenait en compte le volet institutionnel. Ce sont les travaux de ces deux groupes qui ont animé les échanges et ont été adoptés en plénière. Ils sont présentés ci-dessous sous forme de recommandations. Les rapports de chaque atelier annexés au présent rapport de synthèse donnent les détails des échanges dans chaque groupe.

II.- LES RECOMMANDATIONS

Pouvant être considérées comme le résultat final de cet atelier qui se voulait purement technique, les recommandations sur lesquelles les participants se sont entendus en plénière se présentent comme suit

-Instituer d'urgence un réseau international de soutien à l'initiative en s'appuyant sur un comité restreint de parrainage porté par quelques personnalités ayant participé au Symposium de Cotonou

- faire un plaidoyer auprès du gouvernement nigérian pour rappeler l'engagement pris par le général Olushegun Obasanjo d'organiser la deuxième édition du symposium international de Cotonou à Abuja en 2017 ;
; mettre à contribution le gouvernement du Bénin pour présenter le projet à un sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine,;
- créer un cadre de concertation consensuel du dialogue interreligieux et interculturel dans les pays membres ou dynamiser ceux existants déjà ;
- créer un centre de documentation et d'information ;
- Mettre en place une politique de communication appropriée ;
- En ce qui concerne l'éducation à la paix, il a été recommandé d'adopter les manuels scolaires élaborés par la CEDEAO et l'UNESCO aux réalités de chaque pays.

L'atelier a retenu :

- de soutenir le projet d'un symposium spécifique à Ouagadougou avant la fin de cette année en vue de réagir à l'agression subie par ce pays montrant ainsi la pertinence des préoccupations exprimées à Cotonou ;
- de faire la promotion de rencontres entre jeunes de divers horizons socio culturels et confessionnels pour faciliter et renforcer les mécanismes le « vivre ensemble »
- de créer des points focaux à mettre en réseau au niveau de chaque pays et de donner priorité aux actions communes de développement érigées et gérées par des groupes interreligieux et interculturels
- d'apporter tout son concours à la Fondation Félix Houphouët –Boigny pour la mise en œuvre d'un centre de formation au dialogue interreligieux et interculturel dans le cadre de l'Ecole d'éducation à la paix qui ouvrira ses portes en 2017,;
- de contribuer à donner corps à la proposition une journée internationale consacrée au dialogue interreligieux et interculturel

L'atelier a conclu ses travaux par l'adoption d'une déclaration instituant le **Réseau International de soutien à l'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel.**

Cotonou, le 27 mai 2016,

Le Président du présidium,

Le Rapporteur Général,

Mgr Nicodème BARRIGAH

Eugène M.B. GNIMASSOU

P.J. :

Déclaration de création d'un réseau international de soutien

PARRAINAGE D'UN RESEAU INTERNATIONAL DE SOUTIEN A L'INITIATIVE AFRICAINE D'EDUCATION A LA PAIX ET AU DEVELOPPEMENT PAR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX ET INTERCULTUREL

Les temps que nous traversons sont tumultueux. La paix et la stabilité sont menacées ici et là de façon récurrente et si nous n'y prenons garde, nous laisserons à nos enfants et à nos petits enfants, une planète en feu. Un célèbre penseur (André GIDE) du XXème siècle disait, je cite : « *Si riche et si belle que soit notre culture, nous avons enfin admis qu'elle n'est pas la seule ; l'on commence à percevoir des voix que l'on n'a pas voulu écouter, à comprendre que n'est pas nécessairement muet ce qui ne s'exprime pas dans nos langues : maternelles et religieuses, que ce qui diffère de nous, mieux que ce qui nous ressemble, nous unis.* ».

Aussi, devient-il urgent qu'un immense réseau, symbole d'un cri des peuples pour la paix donne crédit à l'Initiative africaine d'Education à la Paix et au Développement par le Dialogue Interreligieux et interculturel.

Ce réseau rassemble des femmes, des hommes, des jeunes, des anciens des souffrants, des victimes, des inquiets quotidiens et des espérants de toujours. Les idées, les sentiers, les corridors qui permettent de rassembler, d'associer, de promouvoir des actions, silences et clameurs qui obligent à un comportement de salut public.

Ce réseau doit aller du Bénin au Canada, de la Russie au Brésil et au Mexique, de la Russie à la Zambie et à l'Algérie, de l'Iran au Chili, du Togo à l'Helvétie.

Pour promouvoir cette immense chaîne d'engagement solidaire, un comité de femmes et d'hommes d'expérience et d'engagement éprouvés, d'espérance têtue, se veut fonctionnel dans cette maîtrise de ressources humaines.

Ils s'appellent :

- Président Olusegun OBASANJO, Ancien Président de la République Fédérale du Nigeria, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste ;
- Président Nicéphore SOGLO, Ancien Président de la République du Bénin, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste ;
- Prof. Katherine MARSHALL, Directrice du Centre Berkley pour la Religion, la Paix, les Affaires mondiales, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste ;

- Prof. Henriette DIABATE, Grand Chancelier des ordres nationaux ivoiriens, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste
- Mme Reckya MADOUGOU, Ancien Ministre de la Micro Finance du Bénin ;
- M. Jean ZIEGLER, Ecrivain ; personnalité suisse de premier plan ,du l'univers des droits de l'homme et des peuples
- Ambassadeur Mussie HAILU, Directeur Continental de l'Initiative des Religions Unies Afrique et Représentant du Conseil Economique et Social de l'ONU à Nairobi, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste
- Cardinal John ONAYEIKAN, Archevêque d'Abuja, participant au symposium de Mai 2015 et signataire du manifeste.
- M.Diango Cissoko, ancien Médiateur de la République et ancien Premier Ministre du Gouvernement du Mali
- Prof.Ivanir dos Santos, Responsable principal au Brésil de la Marche annuelle contre l'Intolérance religieuse
- Une personnalité sollicitée auprès de la Coopération japonaise
- Une personnalité sollicitée dans le cadre du « Sommet des Consciences »
- Une personnalité sollicitée dans les milieux dirigeants islamiques
-

Ces personnalités acceptent d'offrir leur expérience, leur réputation et leur lucide générosité pour faire converger intelligences et consciences pour le salut public. Ils veulent que dans chaque pays se distingue et brille un point focal fédérateur d'énergies créatrices pour faire de l'Initiative Africaine, une chaîne nouvelle de sécurité humaine au delà des opérations de défense sans lendemain de survie.